

ANNEXE 6

CONVENTION PORTANT DELEGATION PARTIELLE ET TEMPORAIRE DE LA COMPETENCE DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN ET DE GESTION DE LA GARE ROUTIERE

ENTRE

LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE

Hôtel de Région - 9, rue Saint-Pierre Lentin – CS 94117, 45041 ORLEANS CEDEX 1
représentée par Monsieur François BONNEAU en qualité de Président du Conseil Régional, dûment habilité par
délibération du Conseil régional n° [xxx] en date du 15 décembre 2016.

Désignée ci-après sous le terme « la Région »

D'une part,

ET

LE DÉPARTEMENT DE L'INDRE

Hôtel du Département – place de la Victoire et des alliés 36020 CHATEAUROUX CS 20639 représenté par
Monsieur Serge DESCOUT en qualité de Président du Conseil départemental, dûment habilité par délibération
de la Commission Permanente du Conseil départemental n° CP_20161209_026 en date du 9 décembre 2016

Désigné ci-après sous le terme « le Département »

d'autre part,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 15,

Vu la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016 et notamment son article 89,

Vu le décret n° 2012-716 du 7 mai 2012,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil Régional n° 15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation à la Commission permanente,

PREAMBULE

L'article 15 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a entériné le transfert des services de transports routiers non urbains, réguliers et à la demande, et les services de transports scolaires des départements vers les régions, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

En outre, les régions auront la responsabilité, à compter du 1^{er} janvier 2017, de la construction, de l'aménagement et de l'exploitation des gares routières publiques de voyageurs relevant des départements.

Il est toutefois prévu un calendrier de transfert distinct pour les deux types de services de transport. En effet, le 1^{er} janvier 2017, les régions seront les autorités organisatrices de transport routier interurbain alors qu'elles seront compétentes en matière de transport scolaire le 1^{er} septembre 2017.

A l'échelle de la Région Centre Val de Loire, ce calendrier distinct tend à renforcer les difficultés du transfert des compétences de transport à la Région dans la mesure où les services de transport routier interurbain et scolaire peuvent être étroitement imbriqués et exploités par les mêmes opérateurs dans le cadre d'un contrat d'exploitation unique.

Une dissociation des dates d'exercice pleine et entière des compétences nouvellement transférées à la Région pourrait alors affecter la continuité du service public pour les usagers.

Ainsi, une délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département permettrait d'éviter un bouleversement dans l'organisation des services de transports routiers interurbains et devrait permettre d'assurer la continuité des services de transport tout en offrant la possibilité à la Région d'appréhender les modalités d'exercice de sa compétence.

Bien que les réseaux de transport interurbain et de transport scolaire soient distincts dans l'Indre et ne présentent ainsi pas les risques évoqués ci-avant, la Région souhaite par cohérence à l'échelle de son territoire et pour des facilités d'organisation déléguer temporairement la compétence de transport routier interurbain, qui lui sera transférée au 1^{er} janvier 2017, au Département de l'Indre.

Ainsi, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités de cette délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département conformément aux dispositions des articles L. 1111-8, qui permet à une collectivité territoriale de déléguer par convention à une autre collectivité territoriale l'exercice d'une compétence dont elle est attributaire en son nom et pour son compte, et R. 1111-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI T :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention définit notamment les modalités opérationnelles, techniques et financières de l'exercice de la compétence de transport routier interurbain et de gestion de la gare routière déléguée partiellement par la Région au profit du Département.

ARTICLE 2 : COMPETENCE PARTIELLE DELEGUEE

Le Département assure suivant les mêmes modalités que celles mises en œuvre en 2016, sur l'ensemble de son territoire, au nom et pour le compte de la Région :

- ⑩ l'organisation et le fonctionnement des services de transports routiers non urbains, réguliers ou à la demande ;
- ⑩ l'exploitation de la gare routière de CHATEAUROUX ainsi que des autres aménagements (points d'arrêt) destinés à faciliter la prise en charge ou la dépose des passagers de services réguliers ;

à l'exclusion des missions définies à l'article 4.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente délégation partielle débute le 1er janvier 2017 et elle prend fin le 31 août 2017 à minuit, soit une durée de huit mois en ce qui concerne l'exercice de la compétence partiellement déléguée. Les comptes de compensation financière seront clôturés au 30 novembre 2017 afin de permettre la vérification des dépenses et recettes sur la totalité de la délégation partielle de l'exercice de la compétence.

ARTICLE 4 : COMPETENCES DE LA REGION

La Région est responsable de la politique générale des services de transports routiers interurbains réguliers ou à la demande à compter du 1^{er} janvier 2017.

A ce titre, elle continue d'assurer pendant la délégation partielle de compétences :

- ⑩ un rôle de coordination stratégique entre les six départements ;
- ⑩ un rôle de validation du niveau de service proposé par le Département pour l'année 2017 qui pour la présente convention sera identique à celui mis en œuvre en 2016 ;
- ⑩ la définition de la politique tarifaire qui pour la présente convention sera identique à celle de 2016 ;
- ⑩ la définition de la politique de communication institutionnelle, événementielle et commerciale dont la mise en œuvre reste à la charge de la Région ;
- ⑩ le financement des services de transports interurbains réguliers et à la demande à travers la compensation versée par la Région au Département au titre de la délégation de compétence dans les conditions fixées à l'article 8 de la présente convention.

ARTICLE 5 : OBJECTIFS A ATTEINDRE

Le Département, autorité délégataire, devra suivant les modalités mises en œuvre en 2016 :

- ⑩ assurer l'organisation des lignes des services routiers non urbains réguliers et à la demande sur son territoire ;
- ⑩ assurer l'exécution des contrats conclus au titre de l'exploitation des services de transports routiers non urbains et de gestion de la gare routière ;
- ⑩ s'assurer de l'exploitation des services de transport selon les principes de fonctionnement du service public (continuité, égalité, accessibilité...) ;
- ⑩ mettre en œuvre la politique tarifaire décidée par la Région qui reconduit celle du Département de 2016 jusqu'au 31 août 2017 ;
- ⑩ assurer l'alimentation et la mise à jour des bases de données et la gestion des logiciels métiers ;
- ⑩ assurer l'information aux usagers, y compris via internet ;

- ⑩ appliquer le règlement du Département en vigueur ;
- ⑩ instruire les inscriptions aux abonnements, délivrer et contrôler les titres de transport sur son territoire de compétence déléguée dans le cadre des marchés passés avec les transporteurs ;
- ⑩ assurer la gestion de proximité des services de transport auprès des usagers, assurer l'instruction des réclamations ;
- ⑩ s'assurer de la bonne exécution des services et des prescriptions contractuelles par les exploitants ;
- ⑩ assurer le contrôle du service fait et la liquidation des factures qui lui sont adressées suivant les modalités définies à l'article 11 ;
- ⑩ gérer les éventuelles recettes commerciales dans le respect des règles de la comptabilité publique et en lien avec le Payeur départemental ;
- ⑩ assurer la gestion de la gare routière et des points d'arrêts routiers en assurant notamment leur maintenance et le respect des règles de sécurité.

ARTICLE 6 : INDICATEURS DE SUIVI DES OBJECTIFS ET REPORTING

L'autorité délégante et l'autorité délégataire s'entendent communément sur les indicateurs trimestriels suivants :

- ⑩ fréquentation par ligne,
- ⑩ fréquentation de chaque ligne de TAD,
- ⑩ recettes par ligne ,
- ⑩ production en km par ligne, annulations et suppressions de circulations (nombre avec motifs),
- ⑩ événements marquants ayant impacté le service (climat, accident, pannes...),
- ⑩ traitement des demandes selon les données existantes,
- ⑩ état des demandes de paiement, des dépenses acquittées et des recettes perçues y compris taxes de départ de la gare routière.

Le Département transmettra à la Région dès leur réception l'ensemble des éléments d'information transmis par les prestataires dans le cadre de leur mission tels que prévus aux contrats.

Lorsqu'un plan de viabilité hivernale est mis en œuvre, ou lorsque des mesures urgentes sont mises en œuvre par le Département ayant une incidence sur le service quelle qu'en soit la cause (climatique, accident...), le Département tient informé la Région de la situation, de son évolution, des mesures engagées et des conséquences pour le service et les usagers.

ARTICLE 7 : MOYENS DE CONTRÔLE

Le Département facilitera l'exercice de contrôles, notamment financiers et organisationnels, réalisés par la Région, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétences mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il mettra à la disposition des agents mandatés par la Région tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, courriers, comptes rendus et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

La Région et le Département se rencontreront à échéance régulière afin de suivre l'évolution de la présente convention et l'exploitation des services publics subséquents.

ARTICLE 8 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION DE COMPETENCE

Afin de financer l'exercice de la compétence déléguée, il est convenu que la Région verse 8/12ème du montant des charges nettes consacrées au transport interurbain définies dans l'arrêté préfectoral et 8/12 du montant estimé pour la gestion de la gare routière.

Les charges relatives au transport interurbain et à la gare routière sont estimées à 20% du total dans l'attente de l'arrêté préfectoral et de l'estimation des charges relatives à la gare routière. Ainsi pour la délégation de ces missions pour la période du 01/01/2017 au 31/08/2017, la Région versera 8/12^{ème} de 20% des charges nettes définies dans l'arrêté préfectoral auxquelles s'ajoutent les charges nettes de la gestion de la gare routière.

Dans un délai de deux mois maximum à compter de la fin de la délégation partielle de la compétence transport routier interurbain et de gestion de la gare routière (soit avant fin octobre 2017), le Département s'engage à fournir un état des dépenses réalisées et des recettes perçues au titre de l'exercice de la compétence partielle transport routier interurbain et gestion de la gare routière pour la période comprise entre le 1er janvier 2017 et le 31 août 2017 hors charges indirectes qui restent versées à 8/12 du montant défini dans l'arrêté préfectoral auxquelles s'ajoutent les dépenses indirectes de la gare routière. L'état des dépenses réalisées et des recettes perçues comprendra les charges directes ainsi que les charges indirectes calculées définies dans l'arrêté préfectoral ainsi que les dépenses liées à la gare routière. Si les dépenses engagées par le Département,

minorées par les recettes d'exploitation perçues, sont supérieures aux versements effectués par la Région, la Région s'engage à couvrir les dépenses à due concurrence. A l'inverse, si les dépenses engagées, minorées par les recettes d'exploitation perçues, sont inférieures au produit restitué par la Région, le Département s'engage à lui reverser le produit trop-perçu.

L'ensemble des écritures comptables s'entend au cours de l'exercice 2017.

Afin de financer, jusqu'au 31 août 2017, l'exercice de la compétence scolaire, il est convenu que la Région verse au Département 8/12ème de 25 points de la CVAE 2017 consacrée au transport scolaire. Etant convenu que le transport scolaire représente 80% des charges nettes estimées dans l'attente de l'arrêté préfectoral, la Région verse au Département 8/12ème de ces 80% de la CVAE 2017 soit 5 175 757 € ($9\,704\,546 \times 80\% \times 8/12\text{ème}$). Le montant de CVAE 2017 retenu est celui évalué en octobre 2016 et transmis par la DGFIP.

Ces versements seront réalisés mensuellement par douzième sur les 8 premiers mois de l'année 2017.

A compter du 1er septembre 2017 le Département continue d'honorer l'ensemble des paiements inhérents à la période d'activité précédant le 1er septembre 2017, quelle que soit la date d'arrivée des factures. De la même façon, le Département continue de percevoir les recettes liées à l'activité précédant le 1er septembre 2017.

Enfin, au titre des 4 derniers mois de l'année 2017, le Département versera à la Région 4/12ème de la différence entre le produit de 25 points de CVAE (montant 2016 soit 9 593 925,80 €) et la charge nette globale arrêtée par le Préfet à l'issue des travaux de la CLERCT. Ce versement interviendra par douzième sur les quatre derniers mois de l'année 2017.

ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Le Département prend en charge les moyens matériels identiques à ceux de l'année précédente pour exercer le fonctionnement courant de la compétence (locaux, mobiliers, fluides, consommables) au titre des charges indirectes relatives à la compétence partielle transférée.

Le Département poursuit l'exercice de la compétence partielle déléguée dans une organisation interne et avec des moyens humains similaires à ceux de 2016, que ce soit au quotidien pour intervenir sur les points d'arrêts que dans des situations particulières : viabilité hivernale, situation d'urgence quelle que soit sa cause (événement climatique, accident...).

ARTICLE 10 : MOYENS HUMAINS

La Région et le Département s'accordent pour travailler sur une date unique de transfert pour le personnel au 1^{er} septembre 2017.

Aussi le personnel du Département, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents publics non titulaires, exécute les missions d'organisation des services de transport délégués, telles qu'elles sont définies à l'article 2, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Département pendant la durée de la délégation de compétence.

Dans un second temps, la Région et le Département conviennent de procéder au transfert global des agents publics du service départemental de transports à compter du 1^{er} septembre 2017, date du transfert de la compétence « transport scolaire ».

La convention de transfert qui sera conclue après avis des comités techniques de la Région et du Département précisera les dates et les modalités de ce transfert conformément à l'article 114 de la loi du 7 août 2015.

Pendant la durée de la présente convention, le Département assure la rémunération, l'évaluation des agents et de façon générale la gestion de leur carrière.

ARTICLE 11 : SORT DES CONTRATS D'EXPLOITATION EN COURS D'EXECUTION

Les parties à la délégation s'engagent dans une démarche commune auprès des opérateurs de transport et de gestion de la gare routière liés contractuellement à la Région pour organiser la substitution du Département à celle-ci dans ces contrats pour la durée de la délégation consentie.

Les contrats nécessaires à l'exercice de la compétence, transférés à compter du 1^{er} janvier à la Région, substituée dans les droits et obligations du Département en vertu de l'article 133 de la loi NOTRe sont les suivants :

	Nom et numéro	Attributaire	Durée	Echéance initiale	Prolongation
Marchés	Exploitation et gestion du réseau interurbain de transport de voyageur du Département de l'Indre	Groupement STI Centre, Rapides du Poitou Transports Gaultier TRANSDEV Poitou Charentes (avenant n° 6 : transfert de la société Gaultier à KEOLIS TOURAINE)	10 ans (début : 1 ^{er} septembre 2008)	31 août 2018	
	Gestion et exploitation de la gare routière publique de voyageurs de Châteauroux (n° 2010-033)	EFFIA STATIONNEMENT	5 ans (début : 1 ^{er} janvier 2010)	31 décembre 2015	Avenant n° 1 prolonge d'un an le marché à compter du 1 ^{er} janvier 2016 Puis avenant n° 2 le prolonge jusqu'au 31 décembre 2017

Le Département est chargé, pour le compte de la Région, de gérer, de suivre et de contrôler l'exécution de ces contrats conformément à l'article 2. Dans le cadre de l'exécution de ces contrats, toute décision qui aurait un impact financier est soumise à l'accord préalable de la Région.

Le Département procède au paiement des factures des prestataires au nom et pour le compte de la Région.

Perception des recettes

Dans le cadre de la présente délégation de compétence, la Région autorise le Département à percevoir les recettes d'exploitation du réseau interurbain et de la gare routière selon les modalités définies dans les différents marchés passés avec les prestataires.

ARTICLE 12 : RELATIONS AVEC LES USAGERS DES SERVICES DE TRANSPORT

Le Département est chargé de la gestion de proximité et des relations avec les usagers et leurs associations représentatives.

A ce titre, il collecte les requêtes des usagers et examine les conditions de leur satisfaction. Il traite dans les mêmes conditions les requêtes transmises par la Région à laquelle il transmet sa réponse.

Il prend les décisions dont l'effet est immédiat et qui n'emportent pas d'incidences sur l'exploitation du service ni la responsabilité de la Région après la fin de la délégation de la compétence. Il en informe la Région.

Il soumet pour arbitrage à la Région des propositions de décision, lorsque les effets se poursuivront au-delà du 31 août 2017 ou en cas de point majeur notamment impliquant la responsabilité de la Région. Il la tient informée des éléments utiles et pouvant se révéler stratégiques au titre de la compétence régionale.

ARTICLE 13 : COMMUNICATION

La Région décide de la communication globale et la promotion de l'offre des transports interurbains sur tous les types de supports relatifs au réseau (sites web, fiches horaires, titres de transports, information aux points d'arrêts, éditions diverses, communication sur matériel roulant, lettre d'information, stands, signalétique, etc.). Sa mise en œuvre est à la charge de la Région.

Le Département maintient la mise à disposition des moyens qui permettent la mise en œuvre de cette communication à savoir l'édition du guide horaires et les pages du site internet indre.fr.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE DES PARTIES

Pendant toute la durée de la délégation, le Département exerce les compétences visées à l'article 2 au nom et pour le compte de la Région.

L'action du Département engagera juridiquement la Région, à compter du 1er janvier 2017, et c'est donc la responsabilité de cette dernière qui pourra être recherchée.

Cependant la responsabilité du Département pourra être directement recherchée et exonèrera la responsabilité de la Région dans les cas suivants :

- ⑩ dans l'hypothèse où le Département se serait rendu coupable d'une faute (délict ou quasi-délict c'est-à-dire faute d'imprudence ou de négligence) ;
- ⑩ dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les clauses de la présente convention.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Le Département, en tant que délégataire de la compétence de transport routier interurbain, souscrit les assurances couvrant sa responsabilité civile et administrative et souscrit également une assurance protection juridique selon les mêmes modalités qu'en 2016.

ARTICLE 16 : RESILIATION ANTICIPEE

L'une ou l'autre des parties peut résilier la convention par l'envoi d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de prévenance d'un mois. Les conséquences de cette résiliation sont traitées suivant les dispositions de l'article 8.

ARTICLE 17 : MODALITES DE RENOUVELLEMENT

Les parties conviennent que la présente convention ne pourra pas être renouvelée.

ARTICLE 18 : ACTIONS CONTENTIEUSES RELATIVES A LA COMPÉTENCE

Si la responsabilité de la Région au titre de la compétence déléguée à l'article 2 devait être recherchée devant les tribunaux ou par voie transactionnelle, le Département s'engage à fournir à la Région tous les documents dont elle pourrait avoir besoin pour organiser sa défense.

ARTICLE 19 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la délégation s'engagent à tenter de concilier les différends susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Au besoin, un expert pourra être désigné pour conduire la conciliation.

En l'absence d'une solution amiable trouvée préalablement par les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le Tribunal administratif d'Orléans.

Fait à [...]

Le

(en deux originaux)

Pour la Région Centre-Val de Loire
Le Président,

Pour le Département de l'Indre
Le Président du Conseil départemental,

François BONNEAU.

Serge DESCOUT